



Exposé synthétique de la loi 080-2015/AN portant réglementation de la publicité au Burkina Faso

Blagnima TRAORE
Directeur de la publicité au CSC



Plan de la communication

Introduction

- I. Notion de publicité**
- II. Publicités interdites**
- III. Publicités soumises à un visa préalable**
- IV. Présentation de manquements aux textes en vigueur**
- V. Sanctions prévues et recommandations**

Introduction

► Le secteur de la publicité dans notre pays est régi par la loi n°080-2015/CNT du 23 novembre 2015 portant réglementation de la publicité au Burkina Faso. Cette nouvelle loi a abrogé la loi n° 025-2001/AN du 25 octobre 2001 portant code de la publicité au Burkina Faso.

Introduction

Cette loi s'applique à tout média utilisé comme support publicitaire tels que **la radio, la télévision, la presse écrite, l'affichage, les pré-enseignes, les enseignes, l'internet, la téléphonie mobile et tout autre procédé du même type découlant des progrès de la technologie dans le domaine de la communication** (article 3).

Introduction

► Cette réforme visait trois objectifs principaux à savoir :

- professionnaliser le secteur de la publicité ,
- renforcer la régulation,
- mieux protéger les consommateurs.

Introduction

Concernant la protection du public et des consommateurs, la loi encadre la publicité sur des produits susceptibles de comporter des risques graves pour la santé, tels que **les médicaments, les produits cosmétiques et les boissons alcooliques.**

Conformément aux textes en vigueur et à ses missions, le Conseil supérieur de la communication assure la régulation du secteur de la publicité ainsi que les contenus publicitaires.

I- NOTIONS DE PUBLICITE

- De manière générale, la publicité s'entend comme une forme de communication, dont le but est de fixer l'attention d'une cible visée (consommateur, utilisateur, le malade, etc.) pour l'inciter à adopter un comportement souhaité : achat d'un médicament par exemple.

I- NOTIONS DE PUBLICITE

Définition juridique de la publicité

La loi n°080-2015/CNT portant réglementation de la publicité au Burkina Faso dispose en son article 2 que:

« constitue une opération de publicité :

- **toute inscription, forme, image ou son destinés à informer le public ou à attirer son attention sur une marque, un produit ou un service ;**
- **tout dispositif dont le principal objet est de recevoir lesdites inscriptions, formes, images ou son ;**
- **toute exposition publique à but publicitaire.**

II- Publicités interdites

La loi n°080-2015/CNT portant réglementation de la publicité au Burkina Faso interdit la publicité de certains produits.

Ainsi sont interdites :

- **Les publicités sur des produits illégaux**
- **Les publicités sur le tabac et les produits du tabac**

II- Publicités interdites

L'article 23 dispose que: « Toute publicité sur le tabac et les produits du tabac par quelque procédé ou sous quelque forme que ce soit est interdite à la radio, à la télévision, dans la presse écrite, sur internet, par les téléphonies mobiles et par voie d'affichage sur la voie publique.

- La publicité sur les boissons alcooliques lorsque le degré d'alcool est supérieur à dix pour cent (10%) du volume

II- Publicités interdites

- ▶ Les publicités sur **les établissements sanitaires**, les morgues et effets mortuaires (Art. 33) ;
- ▶ Les publicités sur les **officines pharmaceutiques** (Art. 34) ;

Est interdite toute publicité sous quelque forme que ce soit portant sur les officines pharmaceutiques.

- ▶ Les publicités sur les armes à feu et les munitions

II- Publicités interdites

- ▶ les publicités sur les établissements fabriquant ou vendant les armes à feu et ceux fabriquant ou vendant des munitions
- ▶ Les publicités sur les produits cosmétiques éclaircissants (article 41)
- ▶ **la publicité mensongère :**

constitue un délit de publicité mensongère ou trompeuse, toute publicité comportant des allégations ou des prétentions fausses, ayant pour but et/ou pour effet d'induire le consommateur en erreur (article 96 et suivants)

II- Publicités interdites

- ▶ **Les publicités en matière d'architecture, de consultation et de rédaction d'actes juridiques et ayant pour but d'attirer une clientèle**

III- Publicités soumises à un visa préalable

- Les publicités sur **les produits pharmaceutiques et de la pharmacopée traditionnelle**

L'article 31 dispose que : Toute publicité de produits pharmaceutiques ou produits de la médecine traditionnelle est interdite auprès du grand public sous réserve de l'obtention du visa délivré par le ministre en charge de la santé.

Le visa peut être suspendu en cas de publicité mensongère ou trompeuse.

Les conditions de délivrance du visa sont précisées par voie réglementaire.

III- Publicités soumises à un visa préalable

► **Les publicités sur les produits cosmétiques** (visa du ministre de la santé) Art. 40 ;

Toute publicité sur les produits cosmétiques doit être précédée du dépôt auprès du ministère en charge de la santé d'un dossier concernant la composition de ce produit.

Avant diffusion, toute publicité de produits cosmétiques faite sur les médias audiovisuels privés ou publics doit faire l'objet d'un visa délivré par le ministère en charge de la santé.

III- Publicités soumises à un visa préalable

Selon l'article 39: Les produits contenant des substances vénéneuses à dose élevée et qui possèdent des propriétés curatives ou préventives, sont assimilés aux médicaments et obéissent aux conditions de la publicité des produits pharmaceutiques telles que définies par la présente loi.

Publicités soumises à un visa préalable

- ▶ Les publicités sur les établissements d'enseignement

Présentation de manquements aux textes en vigueur

Manquement 1



Manquement 2



Manquement 3



Manquement 4



Manquement 5



Manquement 6



Sanctions prévues

► A l'encontre des médias:

Conformément à l'article 46 de la loi organique n°015-2013/AN du 14 mai 2013 sus citée, le CSC prononce en fonction de la gravité du manquement l'une des sanctions suivantes :

- la suspension de la publication, de l'édition, de la diffusion ou de la distribution du ou des services d'une catégorie de programme, d'une partie du programme ou d'une ou plusieurs séquences publicitaires pour un mois au plus ;

Sanctions prévues

- la suspension de la publication, de l'édition, de la diffusion ou de la distribution du ou des services d'une catégorie de programme, d'une partie du programme ou d'une ou plusieurs séquences publicitaires pour trois mois au plus ;
- une sanction pécuniaire dont le montant est fixé dans les différents cahiers des charges et des missions
- le retrait de l'autorisation d'exploitation ou l'interdiction de la publication.

Sanctions prévues

A l'encontre des annonceurs (tradipraticien)

L'annonceur est la personne physique ou morale qui commande une publicité pour promouvoir son image, ses produits ou ses services (art 119).

L'annonceur pour le compte duquel la publicité est diffusée est responsable à titre principal de toute infraction commise. Lorsque l'annonceur est une personne morale, la responsabilité pénale incombe à son ou ses dirigeants (art 120).

2- Sanctions prévues

Toute personne reconnue coupable de publicité mensongère ou trompeuse est punie d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de cinq cent mille (500 000) francs CFA à cinq millions (5 000 000) de francs CFA ou de l'une de ces deux peines seulement.

2- Recommandations

❑ A l'égard des promoteurs des médias :

- S'assurer que le tradi-praticien est reconnu par le Ministère de la santé et de l'hygiène;
- S'assurer que le produit pour lequel porte la publicité est autorisé à être mis sur le marché par le Ministère de la santé;

2- Recommandations

❑ A l'égard des promoteurs des médias :

- S'assurer que le tradipraticien dispose de visa pour faire la publicité de son ou ses produit(s) ;
- S'il ne dispose pas de visa et qu'il s'agit d'une émission de santé il faut préenregistrer ladite émission afin de supprimer les éléments de publicité.

2- Recommandations

A l'égard des tradipraticiens

- Avoir une autorisation d'exercice de la médecine traditionnelle;
- Faire enregistrer son produit;
- Disposer d'une autorisation de mise sur le marché,
- Avoir un visa pour faire la publicité de ses produits et le présenter aux responsables des médias avant toute publicité. (**FIN**)

Merci pour votre précieuse attention!